



Parti socialiste
vaudois

COMITÉ CANTONAL

Mardi 24 juin 2025

20h00

LAUSANNE

Cahier du Comité cantonal

TABLE DES MATIÈRES

A. Règlement du Comité cantonal	2
B. Ordre du jour	3
C. Recommandations de vote	4
D. Résolutions	10

A. Règlement du Comité cantonal

1. Nous n'aborderons que les points à l'ordre du jour.
2. Le temps de parole pour les points de l'ordre du jour qui font l'objet d'une présentation est laissé à l'appréciation de la présidence du comité cantonal, de même que le temps de parole des interventions y relatives.
3. Les votations se font à main levée. Toutefois, un vote se fait à bulletin secret sur proposition d'un·e délégué·e appuyé par 30 voix.
4. Les résolutions donnant lieu à une prise de position du PS Vaudois sont annoncées en ouverture du Comité cantonal. Elles doivent être déposées ou envoyées au secrétariat du PS vaudois (info@ps-vd.ch) au **plus tard le lundi 23 juin à minuit**. Tout amendement sera déposé par écrit sur la table présidentielle. Leur discussion a lieu au point 6.
5. Il n'y a de décision que sur les points 1, 3, 5 et 6.

Ce règlement doit être adopté par une majorité des trois-quarts.

B. Ordre du jour

1. Adoption de l'ordre du jour et du règlement du Comité cantonal
2. Mot de bienvenue
3. Election des scrutatrices et scrutateurs
4. Informations et communications
5. Recommandations de vote pour les objets cantonaux des votations fédérale et cantonale du **28 septembre 2025** :
 - 5.1. **Initiative populaire Pour une sauvegarde du patrimoine naturel et des ressources dite « Initiative Sauvons le Mormont » et contre-projet du Grand Conseil** : Jean-Valentin de Saussure, député, vice-président des Vert·e·s vaudois·e·s
 - 5.2. **Modification de l'article 93 al.4 de la Constitution du canton de Vaud visant à préciser le champ d'application du quorum dans le cadre des élections communales et cantonales**
 - 5.3. **Modification de l'article 142 de la Constitution du Canton de Vaud visant à faciliter l'accès aux droits politiques communaux pour les étrangères et les étrangers**
- Recommandations de vote pour les objets cantonaux futurs :
 - 5.4. **Modification constitutionnelle « Pour que tous·tes les Vaudois·e·s, y compris les Vaudois·e·s de l'étranger, puissent élire les Conseillers aux Etats »**
 - 5.5. **Modification constitutionnelle visant à « Mettre un terme aux discriminations en matière de droits politiques contre les personnes atteintes de troubles psychiques »**
 - 5.6. **Initiative « Pour des droits politiques pour celles et ceux qui vivent ici »**
6. Résolutions, divers, réponses aux questions des sections
7. Apéritif

C. Recommandations de vote

Initiative « Sauvons le Mormont » et contre-projet du Grand Conseil

Contexte et enjeux

Le 28 septembre 2025, les électrices et électeurs vaudois voteront sur deux objets liés à l'avenir du site du Mormont, un lieu naturel, culturel et géologique exceptionnel, menacé par l'exploitation de calcaire.

Le premier est l'initiative populaire « Sauvons le Mormont », déposée en 2021 et notamment soutenue par le Parti socialiste vaudois. Elle propose d'inscrire dans la Constitution vaudoise une protection stricte du site, interdisant toute exploitation de son sol, à l'exception d'une activité agricole et sylvicole respectueuse de l'environnement et de la nature. Elle encourage aussi la transition vers des matériaux de construction écologiques, en renforçant l'article 56 de la Constitution vaudoise.

Le second est un contre-projet du Grand Conseil. Il vise une protection législative : il interdit toute extension future des carrières, mais permet la poursuite de l'exploitation actuelle dans les zones déjà autorisées. Il prévoit aussi l'adaptation du Plan directeur des carrières. Le contre-projet direct à l'initiative populaire « Sauvons le Mormont » propose ainsi d'inscrire l'économie circulaire dans la Constitution vaudoise. Le site du Mormont sera quant à lui protégé au même titre que la Venoge.

Le fait est que ces deux propositions vont dans la bonne direction :

- Elles posent des balises claires pour la sauvegarde du Mormont et de nos ressources naturelles.
- Elles répondent aux attentes fortes exprimées par la population en faveur d'un développement durable.

Pourquoi un double OUI

Plusieurs éléments justifient un double OUI, en accord avec les valeurs du PSV :

- **Une protection nécessaire d'un site emblématique**
Le Mormont est un symbole de notre patrimoine naturel et archéologique. Il est urgent de freiner sa destruction et de préserver ses richesses uniques.
- **Un signal fort en faveur de la transition écologique**
Que ce soit par l'initiative ou le contre-projet, nous affirmons notre volonté de transformer nos pratiques, notamment en matière d'extraction de matériaux et de préservation des terres agricoles.
- **Deux voies aux buts partagés**
L'initiative est plus stricte dans la protection immédiate du site, tandis que le contre-projet propose un cadre constitutionnel marqué sur la question de l'économie circulaire ainsi qu'une protection étendue du Mormont par la loi.

Position du Comité directeur du PSV :

a) « Initiative Sauvons le Mormont » ? : OUI

Parce qu'elle propose une protection ambitieuse et nécessaire du site du Mormont et de notre patrimoine naturel.

b) Contre-projet du Grand Conseil qui propose de modifier l'article 56a de la Constitution : OUI

Parce qu'il ancre des principes essentiels dans notre Constitution, tout en prenant en compte des outils complémentaires comme l'économie circulaire.

c) Si l'initiative et le contre-projet sont acceptés par le peuple, est-ce l'initiative ou le contre-projet qui doit entrer en vigueur ? : LIBERTÉ DE VOTE

Les deux projets permettent d'aller de l'avant. L'un comme l'autre contribuerait à une meilleure protection du Mormont. Nous faisons confiance à chacun·e pour se déterminer sur la solution qui lui semble la plus adéquate.

Modification constitutionnelle visant à préciser le champ d'application du quorum dans le cadre des élections communales et cantonales

Le Parti socialiste vaudois appelle à voter **OUI** à la modification de l'article 93, alinéa 4 de la Constitution vaudoise. Cette réforme, demandée et soutenue activement par l'unanimité du groupe socialiste au Grand Conseil, vise à permettre la prise en compte des apparentements de listes – alliances entre partis – dans le calcul du seuil de 5 % lors des élections communales et cantonales. Il s'agit d'un ajustement simple, mais essentiel pour mieux refléter la volonté populaire.

Une réponse à une inégalité électorale

Actuellement, deux ou plusieurs listes alliées par un apparentement ne peuvent pas additionner leurs suffrages pour franchir ensemble le seuil de représentation. Même lorsqu'elles réunissent ensemble plus de 5 % des voix, elles sont exclues si aucune ne franchit seule ce seuil. Il en va de même lorsqu'une petite formation n'atteignant pas 5% des voix est alliée à un parti qui dépasse largement le quorum. En prévoyant que les apparentements soient pris en compte dans le calcul du quorum, la réforme évite que des électeurs soient privés de représentation malgré leur vote clair en faveur d'une coalition.

Cette évolution permettra une meilleure inclusion des petits partis et une véritable prise en compte des apparentements, cela réduira surtout le nombre de voix valablement exprimées et non prise en compte, renforçant ainsi la légitimité du scrutin. Elle contribuera également à la stabilité du Grand Conseil, en limitant la fragmentation inutile. Les apparentements, rendus publics à l'avance, assurent une transparence complète. Le système reste clair, sans complexité supplémentaire pour les électeurs.

Une solution équilibrée

Le quorum de 5 % reste inchangé. Il correspond à la moyenne intercantonale et respecte les critères du Tribunal fédéral. La réforme ne modifie pas les équilibres fondamentaux du système électoral, mais corrige une disposition qui nuisait à la représentativité. Elle permet une meilleure représentation des électeurs de moyens et petits partis, évite le gaspillage de voix et contribue à une démocratie plus inclusive.

Position du Comité directeur du PSV : OUI

Modification constitutionnelle visant à faciliter l'accès aux droits politiques communaux pour les étrangères et les étrangers

Le Parti socialiste vaudois appelle à voter OUI à la modification de l'article 142 de la Constitution cantonale. Cette réforme vise à faciliter l'accès des personnes étrangères aux droits politiques au niveau communal, en réduisant la durée d'établissement nécessaire à 5 ans (contre 10 actuellement). Elle s'inscrit dans une volonté claire de renforcer l'inclusion politique et la démocratie locale.

Un cadre à réactualiser

Aujourd'hui, les personnes d'origine étrangère peuvent voter et être élues au niveau communal si elles résident en Suisse depuis dix ans, dont trois dans le canton. Ces critères restent restrictifs et ne tiennent pas compte de la réalité sociale d'un grand nombre de personnes vivant, travaillant et s'investissant depuis longtemps dans leur commune. En allégeant ces conditions, la réforme vise à permettre à davantage de résidentes et résidents étrangers de participer activement à la vie publique locale.

Dynamiser la démocratie locale

En ouvrant plus largement l'accès aux droits politiques, cette modification constitutionnelle renforce la cohésion sociale. Elle permet à toutes celles et ceux qui contribuent à la vie de leur commune – commerçants, travailleurs, familles – de prendre part aux décisions qui les concernent. Cette participation accrue dynamise la démocratie locale et donne plus de légitimité aux autorités communales. Le canton de Vaud, pionnier dans la reconnaissance de ces droits depuis 2003, réaffirme ainsi son engagement en faveur d'une démocratie ouverte, à la hauteur de sa diversité.

Le Parti socialiste vaudois soutient la modification de l'article 142. En facilitant l'accès aux droits politiques communaux pour les personnes étrangères, le canton de Vaud fait le choix d'une démocratie plus inclusive, plus représentative et plus fidèle à sa tradition progressiste.

Position du Comité directeur du PSV : OUI

Modification constitutionnelle « Pour que tous-tes les Vaudois-e-s, y compris les Vaudois-e-s de l'étranger, puissent élire les Conseillers »

Le Parti socialiste vaudois recommande de voter en faveur du projet de décret visant à accorder aux Vaudoises et Vaudois de l'étranger le droit de vote et d'éligibilité pour l'élection au Conseil des Etats.

Une avancée démocratique nécessaire

Ce projet répond directement à une revendication portée de longue date par notre groupe parlementaire, notamment par la motion Montangero, déposée en 2016. Il corrige une incohérence démocratique flagrante : aujourd'hui, les Suissesses et Suisses de l'étranger peuvent élire leurs représentant-e-s au Conseil national, mais pas au Conseil des Etats, dont l'élection relève pourtant de la compétence cantonale. Cette exclusion est d'autant plus problématique que la majorité des cantons suisses, y compris la plupart des cantons romands, permettent déjà cette participation. Le canton de Vaud doit mettre fin à cet archaïsme institutionnel.

Egalité et cohérence constitutionnelle

Le droit de vote ne doit pas être conditionné exclusivement à la résidence. L'attachement à un canton peut dépasser la simple territorialité administrative : il s'agit aussi d'une appartenance citoyenne, identitaire et politique. Nombre de Vaudois-e-s de l'étranger continuent à suivre activement la vie politique de leur canton d'origine et sont particulièrement concerné-e-s par la politique étrangère de la Confédération, définie également par le Conseil des Etats. Quant à l'éligibilité, la mesure proposée est raisonnable : elle la rend possible à condition de résider dans le canton en cas d'élection, ce qui garantit un lien effectif avec la population vaudoise.

Un soutien transpartisan

Le projet de décret a été adopté à l'unanimité par la commission thématique et par le plénum. Ce consensus démontre une volonté politique partagée d'élargir et renforcer notre démocratie cantonale. Le PSV se réjouit de voir un projet qu'il a initié trouver aujourd'hui une concrétisation avec un tel soutien.

Position du Comité directeur du PSV : OUI

Modification constitutionnelle pour « Mettre un terme aux discriminations en matière de droits politiques contre les personnes atteintes de troubles psychiques »

Le Parti socialiste vaudois recommande de voter OUI au projet de décret visant à supprimer le retrait systématique des droits politiques cantonaux aux personnes placées sous curatelle de portée générale pour cause d'incapacité durable de discernement.

Une mesure pour l'égalité et la dignité

La réforme proposée vise à mettre fin à une discrimination fondamentale que vit une catégorie de personnes par ailleurs souvent stigmatisée en raison de troubles psychiques ou cognitifs. Aujourd'hui, ces personnes sont automatiquement exclues du corps électoral lorsqu'elles sont placées sous une curatelle de portée générale pour incapacité durable de discernement. Pourtant la capacité de discernement analysée pour prononcer une curatelle concerne la gestion de ses affaires administratives, et non pas la capacité à se forger une opinion. En cela, la législation actuelle contrevient à la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées (CPDH), que la Suisse a ratifiée. Deux choix s'offrent au Canton pour respecter la CDPH : analyser au cas par cas la capacité des personnes concernées à se forger une opinion ou supprimer leur exclusion du corps électoral. La réforme proposée est donc pragmatique et permettrait au canton de Vaud de respecter pleinement les engagements internationaux de la Suisse.

Un changement juste et proportionné

Le nombre de personnes concernées est estimé à environ 1'400 – soit moins de 0,2 % du corps électoral. Ces personnes sont accompagnées, souvent actives, et désireuses de s'exprimer politiquement, comme l'ont démontré les mobilisations citoyennes, les rencontres avec le Conseil d'Etat et ou encore la première Session nationale des personnes handicapées de 2023 qui ont chaque fois permis aux personnes concernées de réclamer la suppression de cette discrimination. Le projet ne crée pas un droit obligatoire mais rétablit un droit fondamental : celles et ceux qui ne souhaitent pas participer n'en feront simplement pas usage – comme beaucoup d'électeurs·trices aujourd'hui.

Un risque de captation marginal et maîtrisable

L'argument selon lequel ces personnes pourraient être manipulées relève plus d'un préjugé que d'un constat fondé. Aucune preuve tangible ne montre un problème significatif dans les cantons ayant adopté cette mesure (comme Genève). Des soupçons de captation de suffrages existent déjà dans d'autres contextes – notamment celui de la famille ou des proches – sans remise en cause globale du suffrage universel. Le risque est non seulement faible mais il est surtout encadré par des sanctions. Il ne justifie pas une privation aussi lourde de droits fondamentaux.

La capacité politique n'est pas l'affaire d'experts

La capacité à se forger une opinion politique ne se mesure ni à la gestion de ses biens, ni à la rédaction d'un contrat. Cette réforme affirme une idée fondamentale du suffrage universel : nul n'a à prouver qu'il mérite le droit de vote. Laisser certaines personnes s'exprimer, même si elles ne remplissent pas les standards d'"autonomie" selon des critères civils, c'est reconnaître leur citoyenneté pleine et entière. Refuser cette réforme, c'est maintenir une inégalité fondée sur une classification juridique dépassée, c'est nier la capacité citoyenne d'individus qui veulent s'engager, et c'est manquer une occasion d'élargir le cercle démocratique à une population trop longtemps invisibilisée. Le PSV appelle donc à soutenir ce projet au nom de la justice, de l'inclusion et de l'universalité des droits démocratiques.

Position du Comité directeur du PSV : OUI

Initiative « Pour des droits politiques pour celles et ceux qui vivent ici »

Aujourd'hui, près d'un tiers des personnes vivant dans le canton de Vaud – y travaillant, y payant leurs impôts, y élevant leurs enfants – est exclu de la vie politique cantonale simplement en raison de leur nationalité. L'initiative propose un dispositif simple et mesuré : accorder les droits politiques cantonaux aux personnes étrangères vivant en Suisse depuis au moins dix ans, et dans le canton depuis au moins trois ans. Ce seuil garantit un lien fort et durable avec la société vaudoise, tout en permettant aux personnes concernées de participer aux décisions qui les touchent directement.

Un outil d'intégration qui a fait ses preuves depuis plus de 20 ans

L'élargissement proposé est cohérent avec le régime actuellement en vigueur au niveau communal. Il reprend exactement les mêmes critères que ceux déjà appliqués avec succès pour le droit de vote communal depuis plus de vingt ans. Le Conseil d'Etat lui-même souligne que cette ouverture au niveau communal a été « une réussite » et que le droit de vote est un fort outil d'intégration.

Une nécessité démocratique

L'exclusion de dizaines de milliers de résidents du corps électoral cantonal affaiblit la légitimité démocratique de nos institutions. Un système politique dans lequel une partie importante de la population n'a pas voix au chapitre est incomplet et injuste. Par ailleurs, la naturalisation ne peut être le seul canal légitime pour accéder aux droits politiques. Elle dépend de choix personnels, de réalités administratives et, parfois, de contraintes insurmontables (double nationalité interdite, coûts élevés, procédures longues, discriminations).

Une souveraineté cantonale assumée

Accorder les droits politiques cantonaux sur la base d'une décision cantonale est pleinement conforme à la souveraineté du canton. Rien, dans le droit fédéral, n'empêche Vaud de faire ce choix. Historiquement pionnier – premier canton à accorder le droit de vote aux femmes en 1959 – le canton de Vaud a aujourd'hui l'opportunité de faire un pas de plus vers une démocratie réellement fondée sur la résidence et la participation.

Le Parti socialiste vaudois recommande de soutenir cette initiative, car elle élargit la démocratie à toutes celles et ceux qui vivent ici depuis de nombreuses années, renforce le vivre-ensemble et la cohésion sociale, affirme la citoyenneté de résidence comme base légitime de la participation politique, et prolonge l'héritage progressiste du canton de Vaud.

Position du Comité directeur du PSV : OUI

D. Résolution(s)

Les résolutions donnant lieu à une prise de position du PS Vaudois sont annoncées en ouverture du Comité cantonal. Elles doivent être déposées ou envoyées au secrétariat du PS vaudois ([info@ps-
vd.ch](mailto:info@ps-
vd.ch)) au **plus tard le lundi 23 juin à minuit**. Tout amendement sera déposé par écrit sur la table présidentielle. Leur discussion a lieu au point 6.